



## La Chine et l'Europe, unies face à leurs défis communs

### *Synthèse des travaux des ateliers de la seconde biennale*

#### **Résumé :**

*Quarante six ateliers socioprofessionnels et thématiques ont permis, lors de la seconde biennale du Forum China-Europa, en octobre 2007, de dresser un panorama complet des défis des deux sociétés. Il ressort de ce panorama que, malgré leurs différences très nombreuses, Chine et Europe sont confrontées à quatre grands défis communs : construction d'une société harmonieuse et développement durable ; valeurs, ouverture et identité ; gouvernance participative et intégrée : la Chine et l'Europe dans le monde. Le présent texte explique la méthodologie collective adoptée pour identifier ces défis communs, et compare l'importance de ces défis dans chacune des deux sociétés puis, fait à partir des contributions des ateliers une brève synthèse de la vision chinoise et de la vision européenne de chacun d'eux.*

La seconde biennale du forum China – Europa, qui s'est tenue en Europe du 3 au 7 octobre 2007, a été, par son ampleur et sa nature, un événement totalement nouveau, une nouvelle manière de concevoir les relations entre sociétés. Les 900 participants de cette seconde biennale, 600 Européens et 300 Chinois, ont passé quatre jours ensemble à dialoguer et confronter leurs points de vue. Ils l'ont fait d'abord, les 3 et 4 octobre, dans quarante six ateliers qui se sont tenus dans vingt trois villes différentes de neuf pays européens. Puis l'ensemble des participants s'est retrouvé à Bruxelles, les 5 et 6 octobre, pour deux jours de séances plénières.

Dix neuf ateliers étaient des ateliers socioprofessionnels. Chacun d'eux regroupait des personnes d'un même milieu, allant des universitaires aux militaires, des chefs d'entreprise aux responsables de collectivités locales, des fondations aux personnalités religieuses. Les vingt sept autres ateliers étaient des ateliers thématiques dont la diversité couvrait tous les défis des deux sociétés. L'ensemble des ateliers socioprofessionnels et thématiques constituaient au total neuf groupes d'ateliers réunis en cinq pôles :

## Valeurs, religion, art, culture, éducation, sciences et techniques, médias

exemple d'atelier socio-professionnel (WS1) et thématique (WT1)

WS15 : journalistes et médias

WT12 : évolution des repères éthiques

## Société, organisation sociale, modes de vie

exemple d'atelier socio-professionnel (WS2) et thématique (WT2)

WS21 : femmes

WT21 : impact des évolutions démographiques

## Économie : production et marchés, travail, consommateurs, financeurs

exemple d'atelier socio-professionnel (WS3) et thématique (WT3)

WS32 : institutions du secteur financier

WT35 : filières et systèmes agroalimentaires durables

## Objectifs, modalités et échelles de la gouvernance du local au mondial

exemple d'atelier socio-professionnel (WS4) et thématique (WT4)

WS43 : responsables de l'administration

WT42 : la conception des villes et la gouvernance urbaine

## Relations humanité et biosphère ; gestion des ressources naturelles

exemple d'atelier thématique (WT5)

Pas de WS5 : aucune catégorie socio-professionnelle ne représente la biosphère

WT55: agriculture et biodiversité

Cette diversité socioprofessionnelle et thématique justifie que l'on parle de **dialogue global de société à société**.

Mais dialoguer sur quoi, pour se dire quoi ? A ces questions on peut apporter trois réponses : le dialogue avec les autres **permet de mieux se connaître et se comprendre soi-même** ; il est essentiel pour chaque société de bien identifier quelles sont les **préoccupations majeures**, les défis qu'il faudra relever dans les prochaines décennies ; la **comparaison des deux sociétés** permet de mieux saisir ce qui est propre à chacune d'elles et ce que sont les défis communs qui appellent apprentissage mutuel et coopération.

L'intérêt d'une démarche comme celle qu'a entreprise le forum est de ne pas en rester à l'avis d'experts ou aux programmes des gouvernements mais de **saisir ce que sont les véritables préoccupations des sociétés**. C'est en effet parce que les programmes d'action trouvent un écho fort auprès des différents acteurs de la société qu'ils ont des chances d'y trouver un véritable soutien et de provoquer des transformations profondes. Dans toute action collective, en effet, l'étape d'un **diagnostic partagé** et d'élaboration d'une **vision commune** de ce qu'il faudrait faire est essentielle. La construction du diagnostic et de la vision est une démarche courante dans les entreprises mais elle est plus rare dans une société et a fortiori dans le dialogue de deux sociétés entre elles. C'est pourtant en comprenant qu'elles ont à faire face à des défis communs qu'elles s'engageront sur le long terme dans la voie d'une coopération authentique.

Les relations entre sociétés reposent souvent sur l'identification par chacune d'elles de son propre intérêt. La relation est fondée sur la confrontation, éventuellement conflictuelle, entre les intérêts de chacune.

**Mais la relation est bien plus profonde quand deux sociétés ont découvert qu'elles étaient en face de défis profondément communs** et que leurs intérêts, loin de s'opposer, convergent.

Pour mettre en place une démarche aussi ambitieuse et aussi nouvelle il est indispensable de procéder en deux temps. Le premier temps valorise la diversité socioprofessionnelle ou géographique des participants ainsi que la diversité des thèmes abordés. L'objectif est que chacun puisse s'exprimer librement, exposer sa vision, se soumettre aux questions des autres. Le second temps est celui de la recherche d'une synthèse : après la valorisation de la diversité, la recherche de l'unité.

Faire une synthèse, c'est rapprocher les idées, regrouper celles qui se ressemblent et se complètent, partir des multiples petites pierres d'une mosaïque pour en composer le dessin d'ensemble. Deux questions essentielles se posent pour passer des points de vue très divers de mille participants traitant de sujets très précis à ce dessin d'ensemble : **qui fait la synthèse** et se permet de parler ainsi au nom de tous ? **existe-t-il des méthodes rigoureuses, scientifiques, pour aller de la diversité à l'unité** ou, à tout le moins, peut-on se préserver de la subjectivité de quelques personnes qui, sous prétexte de faire la synthèse, utilisent le matériau très divers, ces petites pierres de la mosaïque, pour réaliser la figure qu'eux-mêmes avaient envie de présenter.

La seconde biennale du forum a non seulement été un événement social et politique de nature nouvelle mais aussi l'occasion d'inventer une méthode nouvelle, rigoureuse, qu'on peut à maints égards qualifier de scientifique, d'identification des grands défis des deux sociétés et de leurs points communs. **La légitimité de la synthèse qui en est issue, comme tout travail scientifique, découle de la rigueur de la méthode qui a été utilisée.** Aussi importe-t-il, avant d'exposer les résultats, de présenter cette démarche.

Les matériaux exploités ici sont ceux qui ont été produits dans les ateliers le 3 octobre 2007. Au cours de la matinée, les participants chinois ont exposé leur vision et ont éclairé leur point de vue en répondant aux questions des Européens. L'après-midi, ce fut l'inverse. Les participants européens ont exposé leur point de vue et l'ont précisé en réponse aux questions des Chinois. Il était demandé aux participants des ateliers de résumer leur vision sous forme de phrases courtes qu'on appellera dans la suite du texte des « descripteurs » parce qu'ils décrivent, ils résument un aspect de cette vision.

En moyenne, les Chinois ont pris le parti de résumer pour chaque atelier leur vision en une dizaine de descripteurs, les Européens l'ont exprimé en cinq descripteurs. Ce caractère, ramassé, de la vision produite par chaque atelier, peut étonner des personnes habituées à écrire des monographies, à rentrer dans les détails, à commenter longuement un aspect très partiel d'une question. Ces détails sont certes précieux pour cerner une réalité complexe mais, dans une démarche comme celle du forum, ce travail fouillé, détaillé, monographique figure dans les **documents affichés sur le site** (plus de mille), réalisés en préalable aux ateliers. Au contraire d'un colloque universitaire classique où des spécialistes d'une même

question dialoguent en profondeur, quitte à n'aborder qu'un tout petit aspect de la société, il faut, pour dresser un panorama d'ensemble, aller à l'essentiel, éviter que l'arbre ne cache la forêt, que le détail du tableau ne permette pas de saisir le dessin d'ensemble. C'est tellement vrai que pour s'orienter dans un pays ou même dans une ville il faut utiliser des cartes à plusieurs échelles. La grande échelle est nécessaire pour se doter d'une vision d'ensemble et la petite échelle pour se guider dans les détails.

Au total, la méthodologie du Forum a conduit les quarante six ateliers à produire 480 descripteurs qui constituent ensemble ce que l'on pourrait appeler « la vision chinoise » et 214 descripteurs qui constituent « la vision européenne ». Retenons ce nombre élevé dans les deux cas. C'est un des aspects du caractère rigoureux, scientifique de la méthode. C'est une approche que connaissent bien les statisticiens : quand on travaille avec un petit échantillon, disons d'une dizaine de personnes pour un sondage ou d'une dizaine de mesures pour un phénomène physique ou chimique, le résultat trouvé est de peu de fiabilité, les conclusions qui en sont dégagées ne peuvent pas sans risque être généralisées. Lorsqu'on travaille avec un échantillon plus grand, les répétitivités, les constantes commencent à apparaître et le panorama se dégage aussi sûrement qu'un panorama de montagne quand la brume matinale se lève. Il en va de même quand il s'agit de rendre compte de la vision d'une société. Chaque descripteur est contestable, imparfait, éventuellement imprécis. Par contre, quand on passe à plusieurs centaines de descripteurs, le panorama se précise, s'affine, les imperfections de chaque descripteur s'estompent devant la cohérence d'ensemble.

Mais on reste encore, à ce stade, en face d'un tableau pointilliste, des tas de petites pierres de la mosaïque, sans leur assemblage. Il faut alors passer à la seconde étape. Elle consiste à dégager progressivement **les grandes lignes de force qui structurent tous ces descripteurs**. Revient alors la question déjà évoquée : comment le faire et qui le fait ? Pour répondre à ces deux questions, nous nous sommes imposé deux conditions de rigueur.

La première condition a été de **procéder en deux** étapes. En effet, nous avons pris soin de regrouper les quarante six ateliers en neuf groupes homogènes, quatre groupes socioprofessionnels et cinq groupes thématiques. Ils forment des « paquets » homogènes, moins détaillés que chaque atelier, moins globaux que les quarante six ateliers pris comme un tout. Par exemple, on rapproche les ateliers socioprofessionnels qui traitent des valeurs, de l'éducation, de la science et des médias : tous ces milieux et toutes ces questions traitent de ce qui structure la pensée des gens, de ce qui organise leurs connaissances, de ce qui donne sens à leur action. Ils forment le premier groupe. A l'autre bout du spectre, l'ensemble des thèmes traitant des relations entre les sociétés et leur environnement, entre l'humanité et la biosphère, qu'il s'agisse de l'eau, de l'énergie, de la biodiversité, des sols forment un tout cohérent : la gestion par les sociétés de la biosphère et des ressources naturelles. Ils forment ensemble le neuvième groupe.

Dans une première étape, on a confronté les visions **au sein de chaque groupe** d'ateliers et l'on a dégagé à chaque fois au maximum 5 descripteurs pour chaque groupe. On pourrait appeler cet exercice « la contribution de chaque groupe homogène d'ateliers à la vision d'ensemble de la société ».

Puis, dans une seconde étape, on a procédé à un nouveau regroupement pour passer de la vision extraite de chaque groupe d'ateliers à **la vision d'ensemble** tirée des neuf groupes. La

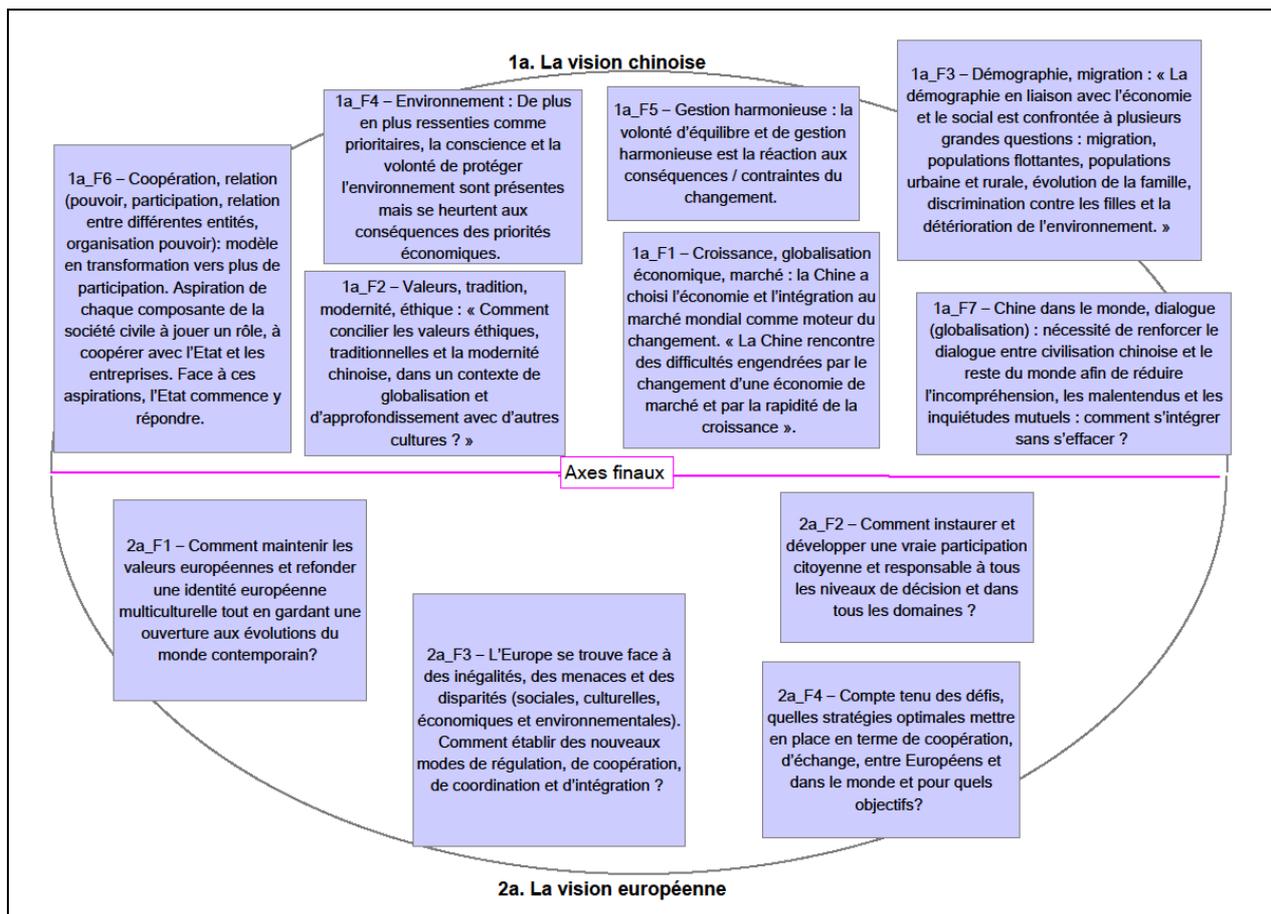
règle de méthode que nous nous sommes imposée pour cette seconde étape est d'identifier au maximum sept grands axes pour qualifier les défis majeurs de chacune des deux sociétés. C'est ce qui permet d'aller à l'essentiel.

La seconde précaution méthodologique que nous nous sommes imposée est de **mener ces deux étapes avec un groupe suffisamment important de personnes**, une trentaine, pour éviter que la synthèse ne soit fortement influencée par les centres d'intérêt ou la subjectivité d'une seule personne ou d'un petit groupe. Ainsi, pour mener à bien la première étape, nous avons constitué des équipes de trois ou quatre personnes, chaque équipe travaillant sur l'un des groupes d'ateliers, de façon totalement indépendante de toutes les autres, de façon à ce que les conclusions à laquelle elle arrive ne soient pas influencées par les conclusions des autres.

Pour mener à bien la seconde étape, nous avons constitué deux équipes indépendantes d'une quinzaine de personnes, la première travaillant sur la vision chinoise et la seconde travaillant sur la vision européenne. Nous voulions en effet, si des défis communs émergeaient pour les deux sociétés que cette émergence soit incontestable, qu'elle ne soit pas suspecte d'un biais méthodologique.

En termes scientifiques, cela signifie que la synthèse présentée a une **légitimité procédurale : elle tire sa valeur non des résultats mais de la procédure suivie pour les obtenir**. C'est cette même légitimité procédurale que l'on attend par exemple du test de nouveaux médicaments avant de les mettre sur le marché. Notre Forum China-Europa est probablement la première occasion à laquelle une telle procédure est appliquée pour une question aussi vaste.

La carte 1 ci-après présente le résultat de ce travail de synthèse. Le texte de chacun « axes stratégiques » finalement dégagés a fait l'objet d'un consensus au sein des différents groupes de travail : il fallait que les quelques mots ou quelques phrases qui résument l'ensemble soient reconnus par le groupe comme la meilleure manière de refléter la diversité de ce que cet axe stratégique recouvrait.



Le haut de la carte est la description des principaux défis de la Chine d'aujourd'hui, le bas de la carte celle des principaux défis de l'Europe d'aujourd'hui. Ces défis sont au nombre de sept pour la Chine et de quatre pour l'Europe. Il n'est pas étonnant que les axes stratégiques identifiés pour la Chine soit plus nombreux que ceux qui ont été identifiés pour l'Europe puisque le nombre de descripteurs qu'avaient utilisé les différents ateliers pour décrire la vision chinoise est de 480 alors que seuls 214 descripteurs avaient été utilisés pour décrire la vision européenne. Un rapide calcul montre que chaque axe stratégique de la vision chinoise regroupe au total 68 descripteurs en moyenne tandis que chaque axe stratégique de la vision européenne regroupe au total 53 descripteurs en moyenne : deux chiffres finalement très voisins.

Ce qui frappe à l'examen de cette carte c'est la manière dont les axes stratégiques chinois et les axes stratégiques européens se trouvent apparentés. On se rend compte à leur examen que ce sont des manières un peu différentes, et comme on le verra ces différences ont aussi leur importance, d'aborder finalement **les mêmes grands sujets**. Plus précisément encore, l'analyse des quatre axes stratégiques européens invite à un nouveau regroupement entre les axes stratégiques chinois.

Les axes 1, 3 et 4 de la vision chinoise traitent au fond d'une seule et même grande question : la Chine est engagée dans une transformation très rapide, inscrite dans le

mouvement mondial de l'économie. Cette gigantesque transformation, qui s'opère depuis trente ans, s'accompagne d'un ensemble de déséquilibres sociaux, environnementaux, démographiques, entre les régions, auxquels il faut parvenir à faire face. A cette préoccupation globale répond la préoccupation globale de l'Europe, exprimée dans l'axe 3 : comment faire face aux inégalités, menaces et disparités sociales, culturelles, économiques et environnementales qui naissent du mode de développement actuel. L'analyse des descripteurs regroupés dans les trois axes chinois confirme la pertinence de leur regroupement.

De même, les axes 5 et 6 de la vision chinoise traitent de deux facettes complémentaires de la gouvernance : l'axe 5 met l'accent sur la nécessité d'une approche plus intégrée, susceptible de mieux assurer l'harmonie du développement, tandis que l'axe 6 met l'accent sur l'aspiration de plus en plus forte de tous les acteurs de la société à participer aux choix qui sont faits, à la définition et à la conduite de l'action. Ces deux préoccupations font un écho direct au deuxième axe stratégique tiré de la vision européenne : comment développer une véritable participation des citoyens, de façon responsable et à tous les niveaux de la prise de la décision. La question est d'autant plus significative que tous les pays européens sont dotés d'institutions démocratiques, ce qui montre que l'existence de ces institutions ne suffit pas, à elle-seule, à créer les conditions d'une réelle participation.

Les autres axes chinois et européens se correspondent très facilement les uns aux autres. Au deuxième axe chinois correspond le premier axe européen : tous les deux traitent du défi des valeurs et de la tradition face à un monde en pleine évolution ; le septième axe de la vision chinoise et le quatrième axe de la vision européenne traitent tous les deux de la manière dont Chine et Europe s'inscrivent dans un système mondialisé doivent créer les modalités nouvelles de coopération à l'échelle mondiale, ce qu'on appelle souvent la gouvernance mondiale.

En raison de cette apparentement, **nous sommes fondés pour la suite de l'analyse à considérer que Chine et Europe sont confrontées à quatre grands défis communs**. Cette communauté de défis est a priori étonnante si l'on songe au fait qu'il s'agit de deux civilisations très différentes, de deux niveaux de développement encore différents et de deux systèmes politiques eux-mêmes différents. Mais ce résultat, s'explique néanmoins aisément. Europe et Chine sont deux acteurs majeurs de la scène mondiale, sont entraînées par les mêmes transformations scientifiques et techniques par les ..... dynamiques de développement comparables entraînées par les entreprises et par le marché, dans un système mondialisé caractérisé par l'importance des échanges de marchandises, d'idées, d'informations et par une interdépendance de plus en plus forte entre humanité et biosphère à l'échelle mondiale.

Mais le fait que ce résultat, s'explique aisément ne change rien à son importance historique. Il signifie qu'au stade où en sont parvenues ces deux sociétés, **les défis communs qui les unissent sont devenus bien plus importants que les différences qui les séparent**. Au delà des coopérations ponctuelles des entreprises et des gouvernements, les deux sociétés se trouvent invitées à une coopération structurelle, permanente, pour s'apprendre mutuellement, s'encourager mutuellement à surmonter des défis profondément communs. Dans toute la suite du texte seront donc approfondis, décrits et comparés ces quatre grands défis communs ces quatre axes stratégiques. On peut, sans trop simplifier, caractériser

chacun d'eux par une phrase :

**Axe 1 :** le modèle actuel de développement de la Chine et de l'Europe, plus largement du monde, crée incontestablement des richesses mais induit aussi une série de déséquilibres majeurs au sein de la société et dans son environnement. Il faut maintenant inventer d'autres formes de développement qui puissent réduire ces déséquilibres. En Chine, on parle de société harmonieuse, en Europe de développement durable. Ce sont des termes différents pour décrire une seule et même réalité.

**Axe 2 :** société chinoise et société européenne se sont construites autour de valeurs héritées de la tradition. Même si l'Europe n'a pas l'homogénéité historique de l'empire chinois, cette communauté de valeurs, notamment née de la religion, est très sensible. Les évolutions rapides des sciences, des techniques et de l'économie, créent des situations radicalement nouvelles qui mettent les deux sociétés en face des deux mêmes dilemmes : comment être moderne et rester fidèle à ses valeurs ? comment être ouvert aux autres tout en gardant son identité ?

**Axe 3 :** la conception générale de la gestion de la société, la gouvernance. Cet axe s'attache moins aux formes de la gouvernance qu'à son contenu réel les sociétés peuvent-elles apprendre à gérer de façon plus intégrée des questions qui ne peuvent pas être traitées séparément, qu'il s'agisse de l'économie, de la société ou de l'environnement ? et, pour construire une société responsable, quand le niveau d'éducation et la formation de la société ne cessent de progresser, comment faire en sorte que tous les secteurs de la société puissent être associés de façon participative aux décisions, depuis le niveau local jusqu'au niveau global ?

**Axe 4 :** il traite de la Chine et de l'Europe dans le monde. Si les défis sont communs à la Chine et à l'Europe, il y a de bonnes chances qu'ils soient communs au monde entier. Et, de toutes façons, les interdépendances entre les sociétés et avec la biosphère sont devenues telles que Chine et Europe ne peuvent pas prétendre se développer séparément ou en gérant leur concurrence. Elles sont, qu'on le veuille ou non, condamnées au dialogue et à la coopération.

Pour simplifier j'appellerai dans la suite le premier axe « société harmonieuse et développement durable », le second « valeurs, ouverture et identité », le troisième « gouvernance participative et intégrée », le quatrième « la Chine et l'Europe dans le monde ».

Avant d'analyser plus en détail ce qui compose, aussi bien en Chine qu'en Europe, ces quatre axes stratégiques et mettre, au fur et à mesure qu'on ira vers le détail, en lumière les éventuelles divergences d'interprétation, il nous faut nous poser deux nouvelles questions globales : ces quatre axes, ces quatre défis, ces quatre préoccupations occupent-ils la même place en Chine et en Europe ? et ces axes sont-ils communs à toute la société ou chacun caractérise-t-il une partie seulement de la société ?

Pour répondre à la première question, traiter de l'importance relative des préoccupations dans les deux sociétés, nous disposons d'un indicateur simple : combien de descripteurs sont rattachés à chacun de ces axes et quel pourcentage représentent-ils dans la totalité des

descripteurs ? Le tableau 1 présente la synthèse de ce que nous avons découvert.

N° axe	Titre	Poids relatif Chine	Poids relatif Europe
Axe 1	Société harmonieuse, développement durable	40	39
Axe 2	Valeurs, ouverture, modernité, identité	13,5	20,5
Axe 3	Gouvernance intégrée et participative	31	20
Axe 4	Gouvernance mondiale	15,5	20,5
Total		100	100

Que peut-on en tirer ?

Premier enseignement, la préoccupation dominante, aussi bien en Chine qu'en Europe ce sont les déséquilibres nés de notre modèle de croissance et de développement et la nécessité d'aller vers une société harmonieuse et un développement durable. Cette question représente 40 % des descripteurs dans le cas de la Chine et 39 % dans le cas de l'Europe : des pourcentages extrêmement voisins.

Si l'on examine maintenant les trois autres axes, on observe une différence notable : tandis que chacun d'entre eux « pèse » en Europe le même poids, environ 20 % des préoccupations, il n'en va pas de même en Chine. L'enjeu d'une gouvernance intégrée et participative représente à elle seule 31 % des préoccupations, soit deux fois plus que les deux autres thèmes. Cela résulte probablement du fait que l'existence en Europe d'institutions démocratiques répond déjà, quoique pas totalement, à cette aspiration de participation de la société et à la nécessité d'adopter des modes de gestion mieux intégrés. Enfin, tant en Chine qu'en Europe, les axes 2 et 4 qui traitent, chacun à sa manière, de l'insertion d'une civilisation dans un système mondialisé, pèsent à peu près le même poids.

J'en viens maintenant à la seconde question : ces préoccupations sont-elles portées chacune par des milieux socioprofessionnels et par des thèmes particuliers ou se retrouvent-elles dans un grand nombre d'ateliers ? Là aussi nous disposons d'un indicateur simple. Il suffit de compter le nombre de groupes d'ateliers dans lesquels se trouvent les descripteurs qui ont contribué à la construction de chacun de ces axes. Si l'axe était peu « transversal », se retrouvait seulement dans un des groupes d'ateliers, il aurait la note 1. S'il était totalement transversal, revenait dans tous les groupes d'ateliers, il obtiendrait la note 9.

Le tableau 2 présente le résultat.

TABLEAU 2			
N° axe	Titre	Nombre de groupes d'ateliers d'où sont issus les axes	
		En Chine	En Europe
Axe 1	Société harmonieuse, développement durable	6	4
Axe 2	Valeurs, ouverture, modernité, identité	5	4
Axe 3	Gouvernance intégrée et participative	6	5
Axe 4	Gouvernance mondiale	3	4

On observe que la note la plus basse est 3, la note la plus haute est 6. Chaque axe stratégique regroupe en Europe en moyenne des descripteurs issus de quatre des neuf groupes d'ateliers et en Chine des descripteurs issus de cinq des neuf groupes d'ateliers. C'est un résultat élevé. Nous sommes donc bien en présence de préoccupations qui se retrouvent dans de nombreux secteurs de la société.

La conclusion s'impose elle-même : **quatre grands défis traversent de nombreux secteurs de la société chinoise et de la société européenne, ces grands défis sont les mêmes et à une nuance près, celle qui concerne la gouvernance, l'importance qui leur est accordée est à peu près la même dans les deux sociétés.**

Les synthèses qui suivent visent à dégager pour chacun des quatre axes les principales dimensions de la vision chinoise et de la vision européenne. Elles se fondent sur le travail collectif de regroupement des descripteurs. J'ai eu le souci d'être aussi fidèle que possible aux descripteurs issus des ateliers. Cette dernière étape de synthèse comporte néanmoins une part inévitable de subjectivité. L'ensemble des cartes conceptuelles étant présenté en anglais sur le site web, chacun est libre, s'il le souhaite, faire à son tour sa propre synthèse.

# **1. Premier axe stratégique : société harmonieuse, développement durable**

## **1.1. La vision chinoise**

191 descripteurs, venant de très nombreux ateliers qui en parlent, décrivent les défis auquel est confronté le modèle de développement chinois. Un spécialiste apprendra peu de choses nouvelles. C'est la règle dans les analyses qui vont suivre. Ce qui compte ici c'est que le nombre de descripteurs montre à quel point la conscience des fragilités et contradictions du modèle actuel de développement chinois, après trente ans d'un rythme de développement inégalé dans l'histoire de l'humanité, est partagée.

Lorsque l'on s'efforce de classer tous ces descripteurs, on voit s'imposer l'idée de trois transitions qui se combinent : la transition du sous-développement vers le développement ; la transition d'un système planifié vers une économie de marché ; la transition démographique.

La transition du sous développement au développement privilégie les logiques industrielles au détriment des logiques sociales et environnementales, d'autant plus qu'il n'y a guère en Chine de contre-pouvoir susceptible de s'y opposer. Ce constat apparaît en particulier dans les ateliers qui traitent des zones rurales. Par exemple, on constate le maintien de l'usage des pesticides maintenant interdits en Occident, une pollution lourde des sols et des eaux par les produits chimiques et des insecticides. Les communautés rurales sont trop faibles ou trop ignorantes pour résister à des modèles de production qui détruisent leur environnement et aboutissent à la création de chaînes de production alimentaire dont la qualité reste précaire. Cet état intermédiaire de développement est aussi attesté par la disparité croissante entre villes et campagnes. La croissance économique chinoise a permis de réduire massivement la grande pauvreté. Néanmoins, l'écart entre riches et pauvres ; entre la côte et l'intérieur, entre les grandes villes et les zones rurales a continué à se creuser.

L'analyse des descripteurs montre que lorsque l'on veut comparer la Chine au reste du monde, ce n'est pas à l'Europe prise isolément qu'elle peut se comparer mais à un ensemble géographique et humain constitué de l'Europe et de l'Afrique. Quand on considère ce nouvel ensemble, on observe de très nombreuses similitudes : même écart de développement entre zones rurales pauvres et pôles urbains riches, villages où ne restent que des vieux ou des femmes, les jeunes hommes étant partis à la ville, tension dans ces zones rurales entre les générations qui ont des attentes très différentes, difficiles régulations des flux de migrants.

La deuxième transition fait passer d'un système planifié à une économie de marché diversifiée. Le système bancaire est pris pour exemple de cette transition : il était monopoliste, il se diversifie ; on lui demandait de financer l'économie, on lui reconnaît maintenant le rôle plus limité des systèmes bancaires occidentaux mais, en même temps, on craint que ne se perde la vision à long terme qui a fait la force du processus de développement chinois depuis 1980.

Toutes ces questions sont clairement énoncées dans des directives du gouvernement chinois relatives à la société harmonieuse. Les descripteurs montrent néanmoins que le modèle de développement productiviste continue à se développer sans grand contre pouvoir. Ce sont

des logiques techniciennes, unidimensionnelles qui continuent à se déployer sans égard pour les équilibres traditionnels qui assuraient une meilleure prise en compte des différentes dimensions de la société. Dans cet état transitoire, comme le souligne l'exemple de l'eau, les logiques de gestion sectorielle, héritières du système centralisé, continuent à prévaloir sur des approches plus intégrées, pourtant considérées comme indispensables.

La troisième transition concerne la démographie. L'évolution de la population s'est faite par accoups avec trois pics de fécondité, en 1950, entre 1972 et 1978, et dans les années 80. Ce fut suivi d'une réduction volontariste du nombre d'enfants par famille. Il résulte de ces fluctuations que la Chine dispose d'un créneau particulièrement favorable à la croissance économique, de 1980 à 2020, période pendant laquelle le pourcentage des personnes en âge d'activité dans l'ensemble de la population est exceptionnellement élevé. Mais la transition est, là aussi, extrêmement rapide. Les plus de 60 ans vont passer de 11 à 31 % de la population d'ici à 2050. Il n'en reste pas moins qu'à court terme l'impératif est d'absorber la force de travail et en particulier l'excédent de main-d'œuvre dans les zones rurales. Cet impératif incite la Chine à poursuivre sa croissance économique rapide tout en étant consciente de la contradiction entre cette croissance et la préservation de l'environnement ou la rareté des ressources naturelles.

La rapidité de ces trois transitions en induit une quatrième, entre tradition et modernité. Un nombre significatif de descripteurs rappelle l'enjeu de ne pas perdre des réponses que la tradition était capable d'apporter à un certain nombre de déséquilibres du modèle actuel de croissance. Il existait par exemple des savoir faire agronomiques et villageois respectueux de l'environnement. Ils se perdent. Les valeurs confucéennes traditionnelles prônaient l'harmonie entre la société et la nature. Elles sont impuissantes à résister au bulldozer productiviste. La famille jouait un rôle décisif dans la solidarité et la cohésion sociale, en particulier dans la prise en charge des personnes âgées. Elle est ébranlée. Un descripteur évocateur fait la synthèse en parlant d'un triple divorce : les habitants avec leur territoire ; les forces productives avec la biodiversité ; les Chinois avec leurs valeurs.

Un autre descripteur résume les contradictions difficiles à surmonter dans la poursuite simultanée de quatre objectifs : l'augmentation des ressources de la population ; le maintien de la compétitivité internationale ; la cohésion sociale ; le développement durable. L'ensemble des descripteurs montre qu'aujourd'hui ce sont les deux premiers objectifs qui restent prioritaires.

Tous les descripteurs montrent combien les participants chinois sont conscients de l'importance de ces contradictions. Ils savent que leurs dirigeants le sont tout autant mais le défi reste entier. Un certain nombre de politiques correctrices sont citées : la nouvelle politique rurale, moins défavorable aux agriculteurs ; une nouvelle politique de l'eau, plus globale ; des politiques sociales et éducatives plus redistributrices. Néanmoins la politique de croissance continue à l'emporter de loin sur les autres. Elle reste considérée comme seul moyen à court terme de relever les défis de la société chinoise.

## **1.2. La vision européenne**

Les Européens décrivent eux aussi une transition. Même si les différentes composantes de

cette transition sont comparables à celles qu'évoquent les Chinois, la nature générale de la transition et la manière d'en parler sont par contre sensiblement différentes.

La plupart des descripteurs se réfèrent explicitement ou implicitement à une certaine forme d'équilibre qu'avait atteint autrefois l'Europe. Il assurait un niveau élevé de redistribution et de cohésion sociale ; il associait l'économie et la culture, par exemple dans l'éducation. C'était une époque où l'économie, la science et la technologie occidentales étaient dominantes, permettant à l'occident de mobiliser à son profit des ressources énergétiques et naturelles du monde entier. C'était aussi un contexte où les déséquilibres environnementaux que provoquait à long terme notre modèle de développement n'étaient pas encore clairement perçus. Cet équilibre s'est trouvé ébranlé par un ensemble de transformations externes et internes. L'Europe est à la recherche de nouvelles réponses, d'un nouveau modèle, d'un nouvel équilibre à long terme. Elle est consciente que cette recherche sera également utile au reste du monde car il sera, à plus ou moins long terme, confronté aux mêmes défis. Elle suppose aussi une évolution des modes de gestion et de gouvernance. En Chine comme en Europe, la réflexion sur le modèle de développement et la réflexion sur la gouvernance sont intimement liées.

Examinons tout d'abord comment les descripteurs décrivent ces évolutions. Les mots et idées qui reviennent le plus souvent sont ceux de transition, de menace, d'évolution, de nouveaux équilibres à chercher. La référence à l'équilibre ancien apparaît fort bien dans la description des médias, de la cohésion sociale, de l'université, de la démographie, de la place des religions. C'était un équilibre entre économie et culture, entre État et famille, entre liberté et bien commun, entre solidarité et efficacité. Les descripteurs s'attardent ensuite sur les facteurs qui sont en train de bouleverser cet équilibre. La mondialisation y apparaît plutôt comme une menace que comme une opportunité. Elle pousse à la compétitivité économique au détriment de la cohésion sociale.

Comme en Chine, l'évolution de la famille a aussi sa part. Elle était source d'équilibre et de solidarité. Elle éclate avec l'évolution des mœurs : la cellule familiale de base, un couple et ses enfants, devient minoritaire dans la société. La réduction forte de la fécondité ébranle l'équilibre entre les âges qui fondait le système de protection sociale, de santé et de retraite. Il y a de moins en moins de personnes en âge d'activité, de plus en plus de personnes âgées.

L'importance des migrations, notamment de populations musulmanes, remet de son côté en cause les éléments de cohésion que pouvait constituer une histoire chrétienne commune, indépendamment de la pratique religieuse effective. L'Europe est devenue multi confessionnelle.

Les changements technologiques eux-mêmes participent à cette transition. Par exemple, l'arrivée sur le marché de multiples informations produites par des non journalistes, avec la diffusion d'internet, bouleverse le modèle économique sur lequel étaient fondés les médias, notamment les journaux : il devient difficile d'amortir le coût de travail des journalistes. L'université et les centres de recherche, sous la pression de la mondialisation, se voient opposer de nouvelles exigences de rentabilité. Ils se sentent poussés dans les bras de l'économie de marché au détriment de leur rôle social et culturel.

Le modèle de croissance fondé sur le développement de l'industrie s'est épuisé. Ce

développement est en partie transféré dans les nouveaux pays industriels, notamment l'Asie et en particulier la Chine. L'Europe est à la recherche de nouveaux moteurs pour son développement. Elle sait aussi que la croissance économique ne résoudra pas tout, n'est pas en mesure à elle seule de répondre aux nouvelles formes d'exclusion sociale.

En tout état de cause, le modèle de développement industriel lui-même était incompatible, à long terme, avec la préservation de l'environnement. Est, là aussi, cité le modèle de l'agriculture industrielle, né dans les grandes plaines, indûment étendu aux écosystèmes plus fragiles qu'il a dégradés. De même, le développement s'est fait au prix d'une consommation croissante d'énergie et des ressources naturelles, ce qui n'est soutenable ni au regard de la protection de la planète ni au regard de l'équité d'accès des différentes régions du monde aux ressources naturelles.

D'autres descripteurs montrent la recherche d'un nouvel équilibre dans la société, dans l'économie, dans l'agriculture. C'est à cette recherche que font référence par exemple les concepts de développement durable ou de responsabilité sociale des entreprises. Dans les deux cas, s'exprime la volonté d'une prise en compte simultanée et équilibrée de l'efficacité économique, de la justice sociale et de la préservation de la planète. D'où le parallélisme entre la société harmonieuse et le développement durable.

Cette recherche s'étend aussi à d'autres domaines, par exemple l'équilibre entre diversité et unité : entre la diversité et l'autonomie des modèles locaux de développement et l'unité du marché européen ; entre la reconnaissance de la diversité religieuse et le besoin de valeurs communes.

Recherche d'un nouvel équilibre enfin dans l'enseignement, la recherche et les médias. Dans les deux premiers c'est un équilibre entre contribution au développement économique et transmission de connaissances et de cultures qui est recherché. Dans les médias, un nouvel équilibre entre le rôle des journalistes, le rôle du public et le rôle des pouvoirs économiques et politiques.

A travers les ateliers traitant de l'exclusion sociale ou des relations entre l'humanité et la biosphère par exemple on se rend compte qu'une grande transition du modèle de développement du 20e siècle vers une société durable est engagée. Elle commence à mobiliser les énergies, aussi bien au niveau des pouvoirs publics européens et nationaux qu'au niveau de la société civile. Mais elle se heurte aussi à de nombreux obstacles, ce qui rapproche là aussi de la vision chinoise. Par exemple, le financement de la transition n'est pas assuré. L'atelier sur la finance souligne que les fonds de pension constitués pour financer les retraites auraient vocation à s'engager dans les investissements à long terme que requiert une telle transition mais ils sont aujourd'hui gérés dans une perspective de rentabilité à court terme. Et, surtout, le modèle traditionnel de gouvernance, fondé sur la segmentation des politiques, rend difficile l'émergence d'approches plus intégrées et plus partenariales.

Le rôle de la société civile comme acteur de cette transition est souvent évoqué, de même que celui des villes. Les villes sont au cœur du processus d'évolution sociale et économique et c'est d'elles que l'on attend les plus grandes innovations.

## 2. Deuxième axe stratégique : valeur, ouverture, modernité, identité

### 2.1. La vision chinoise

La question des valeurs est souvent traitée comme secondaire dans les réflexions économiques et politiques. Il est d'autant plus remarquable de constater qu'elle constitue, aussi bien en Chine qu'en Europe, l'un des quatre axes stratégiques.

Autre fait remarquable, dans cinq groupes d'ateliers sur les neuf et vingt ateliers sur les quarante six, les participants chinois ont abordé la question des valeurs. Elle n'a donc pas été soulevée seulement dans les ateliers traitant de l'éthique ou de la religion mais tout autant à propos de l'éducation, des médias ou de la gouvernance. Cette transversalité montre, avant même d'entrer dans le détail des descripteurs, l'importance de l'enjeu éthique dans la Chine contemporaine.

Sur ce plan, comme l'a résumé l'un des descripteurs : « la Chine est le royaume des paradoxes ». La société chinoise cherche, après trente ans de développement économique, scientifique et technologique extraordinairement rapide et le passage d'une Chine fermée sur elle-même à une Chine ouverte sur le monde et pleinement inscrite dans le grand mouvement de mondialisation, à se doter de sa vision propre de l'avenir et de sa définition de ce qu'est une bonne société.

L'analyse des descripteurs montre que les questions éthiques sont traversées par trois thèmes majeurs : le rapport entre tradition et modernité ; le rapport entre fermeture sur soi et ouverture ; le rapport entre développement scientifique, économique et technique et valeurs.

Premier thème: **le rapport entre tradition et modernité**. Il agite la Chine depuis plus d'un siècle. A travers les contributions des ateliers on voit que ce thème peut se décomposer lui-même en quatre interrogations.

La première : comment ne pas confondre tradition et habitude, fidélité et sclérose ? Interrogation que l'on retrouve par exemple dans l'affirmation : « il faut redécouvrir le véritable esprit du confucianisme. » Il s'agit d'affirmer que le confucianisme, socle culturel commun de la société chinoise, n'est pas par nature hostile à la modernité, qu'il propose au contraire une voie chinoise d'accès à la modernité. Ce souci d'affirmer que c'est une sclérose de la pensée traditionnelle et non son essence même qui s'est opposée à la modernité, se retrouve dans divers descripteurs. C'est le souci d'affirmer que les valeurs de la Chine ancienne ont elles-mêmes une universalité qui les rapproche plutôt qu'elle ne les sépare des autres grandes traditions philosophiques et religieuses qui ont été la matrice de la modernité.

D'où la deuxième interrogation : dans quelle mesure le confucianisme donne-t-il accès à la modernité et comment peut-il se trouver enrichi de l'apport des religions et en particulier du christianisme. Troisième interrogation, le rapport entre Islam et modernité. Elle ressemble à celle qui se pose en Europe à propos de la nouvelle place de l'Islam. Elle débouche sur une quatrième interrogation : comment traditions confucéenne, bouddhiste et musulmane peuvent-elles déboucher sur un socle de valeurs communes pour la Chine.

Le second thème est celui de **la fermeture et de l'ouverture**. Lui aussi agite la Chine depuis longtemps mais il prend aujourd'hui de nouvelles couleurs avec la montée en puissance technologique et économique de la Chine. On sent, en particulier dans l'atelier consacré au nationalisme, le besoin de distinguer ce que l'on pourrait appeler un nationalisme de fierté, qui manifeste le fait que la Chine a retrouvé confiance dans sa civilisation, et un nationalisme régressif selon lequel l'identité chinoise ne pourrait s'affirmer que face et contre les autres. Or, comme ce fut souligné dans d'autres ateliers, les sociétés du monde, pour vivre en paix, ont besoin de s'accorder sur un socle de valeurs communes. Beaucoup de participants ont déploré l'absence de curiosité des Européens à l'égard de la Chine contemporaine mais reconnaissent aussi que l'opinion chinoise moyenne s'intéresse finalement peu à l'Europe. D'autres tiennent à souligner que l'ouverture fait partie des traditions chinoises tout autant que des traditions occidentales.

Le troisième thème est celui **du lien entre sciences, techniques et valeurs**. Les valeurs de la Chine moderne peuvent-elles se réduire à l'efficacité économique et à la raison technique ? Sciences et techniques sont-elles à elles seules porteuses de sens ? Peut-on concilier économie de marché, valeurs confucéennes se demande-t-on ailleurs dans un atelier. De nombreux descripteurs décrivent la dérive que constituerait pour la société chinoise l'idée que la technique, la science et le marché, avec l'égoïsme qu'il promeut, puissent constituer le socle éthique de la Chine. Est ainsi énoncé l'illusion d'une technique portant elle-même ses propres fins, qui conduit à promouvoir une éducation évacuant toutes les questions éthiques pour ne se concentrer que sur la transmission des savoirs et savoirs faire scientifiques et techniques nécessaires à la compétition économique. Est affirmée l'idée que cette illusion vide la science même de sa signification et prive la société de sa boussole. D'où l'affirmation, par exemple, que les scientifiques doivent avoir conscience de leur responsabilité vis-à-vis de la société, qu'il ne leur suffit pas de bien faire leur travail de scientifique.

On se demande dans le même esprit s'il n'y a pas des limites à la transposition, dans le contexte chinois, de méthodes importées de l'Occident.

Parallèlement, l'emprise de l'économie de marché exalte l'égoïsme et l'individualisme, ce qui risque de conduire la Chine dans une impasse. Selon la plupart des participants chinois, le développement économique s'est accompagné d'une perte de valeurs et de cohésion sociale, ce qui rend également vitale la recherche d'un socle de valeurs communes. On voit, au fil des descripteurs, l'ambivalence actuelle du développement des sciences et des techniques. Il est à la fois source de fierté et prospérité pour la Chine mais aussi menace de destruction et de désintégration. D'où découle aussi l'ambiguïté de la perception des religions. On s'en méfie parce qu'elles peuvent provoquer un rejet des sciences et des techniques, donc des fondements du développement actuel, mais elles intéressent parce qu'elles sont un antidote au désenchantement du monde et comblent la vacuité éthique.

Deux ateliers, celui qui porte sur l'avenir des zones rurales et celui qui porte sur les médias sont exemplaires de tous ces questionnements éthiques. Les villages symbolisent la confrontation entre tradition et modernité, accentuée par leur dépendance à l'égard des migrations massives des jeunes adultes vers les villes laissant face à face grands-parents et petits enfants vivant dans des mondes différents. Se pose aussi, de façon crue, la question de l'équité, notamment en raison de l'absence d'accès des ruraux à l'éducation et la santé et

avec la difficulté à préserver les droits des ruraux, notamment à l'égard de la terre qu'ils cultivent. De ce point de vue, les migrants symbolisent les défis éthiques de la Chine contemporaine : leur intégration pose à la fois la question de l'équité et celle du choc des valeurs.

Les médias sont un autre symbole. Ils étaient les relais du pouvoir. Un nouvel équilibre se cherche. On met l'accent sur la priorité à la qualité de l'information mais les médias commerciaux qui se développent privilégient le divertissement. L'arrivée massive d'internet, qui talonne maintenant la télévision, change à nouveau la donne.

En définitive, l'analyse des descripteurs rattachés à cet axe « valeur, ouverture et identité » donne le sentiment d'un vaste chantier, à l'image de la Chine elle-même, où les questions éthiques sont pour l'instant plus fortes que les réponses qui y sont apportées.

## **2.2. La vision européenne**

La question des valeurs est également très présente dans la vision européenne et recoupe certains des questionnements que nous avons trouvés en Chine. Tradition et la modernité, ouverture et fermeture, raison économique et valeurs : ces trois tensions se retrouvent aussi en Europe mais sous une forme nettement moins dramatique, ne serait-ce que parce que l'Europe n'a pas connu la succession d'évolutions brutales et contradictoires qu'a connue la Chine depuis plus d'un siècle.

La question des valeurs est en Europe inséparable de la question de l'identité : peut-on parler encore de valeurs communes qui fondent l'identité européenne ? Si oui, quelles sont-elles ? Sont-elles menacées par d'autres logiques sociales, scientifiques et économiques ? Ces questions se retrouvent dans de nombreux descripteurs. Leur analyse met en évidence une identité en évolution et en question du fait d'une triple évolution. D'abord, l'Union Européenne est une entité politique en formation. Elle doit encore se reconnaître et s'unir autour d'un socle éthique commun à partir de traditions culturelles des anciens et des nouveaux États membres. Ces traditions ont certes des points communs mais l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle les a néanmoins éloignées. Seconde évolution, plus tangible encore, la société européenne est devenue multiculturelle et multiconfessionnelle. Le pluralisme culturel est une réalité immédiatement tangible, en particulier dans les villes. C'est un fait relativement nouveau et la société européenne n'a encore qu'imparfaitement repensé son identité à partir de lui. Enfin, la société européenne a connu de profondes transformations, quoique plus lente que celle de la société chinoise. Elles ont modifié les équilibres anciens et notamment la place de la religion dans la gestion de la société.

On peut, à l'analyse des descripteurs, constater que la société européenne tente de se redéfinir autour de trois grandes valeurs : le pluralisme, la responsabilité, la solidarité. La question du pluralisme est celle qui revient le plus souvent. Il renvoie d'abord aux idées de liberté et de laïcité. Pluralisme et liberté apparaissent comme des conquêtes face à l'ancienne emprise de l'église. Le pluralisme est aussi associé à l'idée d'égalité. Mais ces valeurs ne sont-elles pas, en Europe aussi, mises en question par l'emprise de la science, de la technique et de l'économie, dont l'emprise viendrait remplacer celle de l'église ?

Les journalistes, par exemple, s'interrogent sur la réalité du pluralisme des sources

d'information, mises à mal par la concentration du pouvoir économique dans les médias et par la dictature de l'audience. De son côté, l'éducation, en transmettant des connaissances plutôt que des valeurs, n'incarne-t-elle pas cette nouvelle domination de la science et de l'économie ?

L'égalité des jeunes, des femmes, des migrants est affirmée dans les textes mais est-elle réalisée dans la pratique ? Les cultures minoritaires sont légalement reconnues mais peuvent-elles s'exprimer sur la scène publique ? Il apparaît aussi que les Européens ont à trouver un nouvel équilibre entre revendication de l'identité et des spécificités locales d'un côté, ouverture sur le monde de l'autre. Et surtout, le pluralisme, affirmation de la reconnaissance des différences, ne suffit pas, par lui-même, à unir la société autour de valeurs communes.

La seconde grande valeur évoquée pour l'Europe est la responsabilité. Le thème apparaît dans un nombre limité de descripteurs mais, ce qui est significatif, il concerne des milieux très différents. Les femmes revendiquent plus de responsabilité dans l'économie et la société. Les habitants ne veulent pas seulement être reconnus comme des usagers de la ville mais aussi comme des acteurs de sa construction. Les chefs d'entreprise sont appelés à assumer des responsabilités sociales et environnementales autant qu'économiques, à aller au-delà de leur propre intérêt. Le thème est aussi présent chez les jeunes à propos du débat en cours sur l'instauration d'un service civique européen qui pourrait être le lieu d'apprentissage d'une citoyenneté responsable. L'exercice de la responsabilité est également considérée, en complément de la reconnaissance des droits, des salariés et des jeunes, des femmes, des migrants comme une condition de l'intégration sociale.

La solidarité enfin, est affirmée comme une valeur à promouvoir, mais le thème est peu développé.

### **3. Troisième axe stratégique : Une gouvernance participative et intégrée**

#### **3.1. La vision chinoise**

Deux axes ont été regroupés ici, l'un centré sur la nécessité d'une gestion plus globale et plus équilibrée, l'autre centré sur la redistribution du pouvoir. Dans les deux cas se trouvent prolongées les réflexions sur l'évolution du modèle de développement vers une société plus harmonieuse, mais on s'intéresse cette fois aux conditions politiques et sociales de cette évolution.

Le sentiment qui prévaut à la lecture de l'ensemble des descripteurs est, ici aussi, celui d'une société en pleine recherche qui désire à la fois à préserver ce qui a permis les trente ans de développement rapide, faire face aux contradictions nées de ce développement, et adapter son mode de gestion au nouvel état de la société.

Il serait sans doute excessif de prétendre que toute la société chinoise s'exprime ici : parmi les 300 participants chinois peu représentaient véritablement les milieux populaires et les universitaires étaient majoritaires. Il n'en reste pas moins significatif de constater que près du tiers des descripteurs concerne le mode de gestion de la société, contre un cinquième chez les Européens.

Tout d'abord le niveau de développement a fait naître une aspiration plus forte à prendre part à la gestion de la société. Le mot démocratie n'est pas prononcé mais il résume en fait les différentes expressions de cette aspiration à être reconnu et à prendre part à la gestion de la société. Beaucoup de descripteurs soulignent d'ailleurs une évolution positive dans cette direction, tout en déplorant souvent qu'elle reste insuffisante.

Le cas des médias est intéressant. Les journalistes soulignent que les médias sont un vecteur majeur de la démocratisation. La relation entre les médias et les autorités est plus souple qu'autrefois. Les médias commerciaux font concurrence aux médias d'État. La plupart des journalistes sont membres du Parti mais les choses changent. La presse est encore le relais du point de vue officiel mais elle accorde plus de place à l'information et à son commentaire. La situation demeure néanmoins précaire en l'absence d'une loi régissant la liberté de la presse et d'une charte des droits et responsabilités des journalistes. Avec la généralisation d'internet, le flux d'informations produit par les non professionnels est en augmentation mais ce sont des informations non vérifiées. Observation voisine de la part des artistes, coincés entre les orientations politiques et le marché.

Beaucoup de descripteurs soulignent le contraste entre la puissance de l'État et la faiblesse de la société civile. Ils notent l'évolution en faveur d'un meilleur équilibre mais, dit un descripteur, « le chemin est encore long ». La Chine, expression des paradoxes qui la traversent, a créé le concept de GONGO, littéralement « organisations non gouvernementales gouvernementales ». Les ONG de terrain doivent pour être reconnues être enregistrées par le gouvernement et ne bénéficient pas du statut d'organisme à but non lucratif. De surcroît leurs moyens et leur impact sont limités. Gouvernementales ou non les ONG agissent de façon isolée les réseaux et la capitalisation d'expériences font défaut. Le cercle vicieux de la faiblesse des ONG et de leur représentativité insuffisante n'est pas encore brisé. Cette faiblesse se fait par exemple sentir chez les consommateurs : du fait de la

difficulté à créer des ONG indépendantes, il n'y a pas d'organisations de consommateurs en mesure de défendre leurs droits. Il existe des dispositions légales permettant aux consommateurs d'attaquer des entreprises qui trichent mais il est, en pratique, difficile de faire aboutir les plaintes. Cette faiblesse des associations explique l'absence de promotion d'une consommation responsable.

La fragmentation de la société se retrouve d'ailleurs également dans l'économie : les petites entreprises sont isolées. Manquant de moyens financiers et de ressources humaines elles sont souvent dans une situation de survie.

La Chine, d'après les descripteurs, est encore loin d'être un état de droit. La justice n'est pas indépendante. Le système juridique n'a pas suivi la rapide évolution de l'économie et de la société. Il est intéressant de voir que la plupart des descripteurs associent accès au droit et équité. La question se pose avec acuité à propos des paysans et des migrants. Une forte revendication s'exprime à ce sujet. Faute de droits, n'étant pas enregistrés, les migrants sont facilement exploités, notamment les femmes. « Les travailleurs paysans doivent être autorisés à faire valoir leurs droits pour améliorer leurs conditions de vie », dit un descripteur. « Il y a maintenant déséquilibre entre le développement de l'économie et les droits des travailleurs » dit un autre. « Il faudrait que le monde rural puisse lui aussi tirer les bénéfices de la modernisation du pays », ajoute un troisième.

A la revendication des droits s'ajoute celle de la participation à la société. L'existence des élections directes à l'échelle des villages et des villes est mentionnée par plusieurs ateliers mais l'évaluation n'en est pas très positive. « Les lois électorales ne sont pas claires et ne sont pas toujours respectées », note un atelier. « Le taux de participation aux élections locales est faible car il n'y a pas de véritable enjeu. » « Il y a de « fortes tensions entre les autorités locales et les comités de villageois, dues aux scandales et aux conflits d'intérêt. » Un autre atelier souligne que « la corruption influence l'image que se font les jeunes de leur société. »

Une évolution néanmoins se fait jour. Une réforme a été entreprise au niveau national pour clarifier les rôles respectifs du Parti communiste chinois et du gouvernement. Comme le disent deux ateliers différents : « on passe progressivement de l'exercice du pouvoir personnel à un pouvoir institutionnalisé où les décisions sont maintenant collectives. » « On s'achemine vers un État de droit. » De nouvelles formes de coopération entre État et société civile sont souhaitées, de même qu'une plus grande décentralisation du pouvoir. Un atelier néanmoins s'interroge : « quel est le bon équilibre entre un gouvernement fort et un gouvernement faible ? Comment concilier démocratisation et stabilité politique ? »

Les modes de gouvernance susceptibles d'aller vers une société harmonieuse sont également évoqués. La plupart des descripteurs sont ici formulés sous forme de questions ou d'expérimentations. « Comment concilier libéralisation, justice, social et environnement ? » Pour l'eau, un système de droits négociables est actuellement testé pour faire face à la pénurie d'eau dans le nord de la Chine. De même, de nouveaux modes de gestion coopérative des grands bassins versants Yangtse et Rivière des Perles sont expérimentés, les régions à l'aval subventionnant les régions à l'amont. Des formes alternatives d'agriculture sont également recherchées. C'est dans le domaine de modes nouveaux, mieux intégrés, de gestion de la société que les attentes à l'égard de la coopération internationale sont les plus

fortes.

### **3.2. La vision européenne**

L'évolution du mode de gestion de la société, tout en étant moins présente dans les préoccupations européennes que dans les préoccupations chinoises, n'en représente pas moins 20 % des descripteurs. Leur analyse montre que l'Europe doit de son côté faire évoluer sa gouvernance pour relever cinq défis : la recherche d'une convergence entre les différentes traditions européennes ; la mise en cause de l'Etat providence ; la capacité à gérer la complexité et l'interdépendance des problèmes ; l'intégration de nouvelles méthodes et aspirations pour une gouvernance plus participative ; l'articulation des temps et des espaces.

Recherche d'une convergence tout d'abord. L'Europe est en fait confrontée à deux défis complémentaires. Elle s'est élargie à 27 pays membres. Certains, notamment les pays fondateurs de l'Union Européenne avaient une tradition démocratique et d'équilibre entre secteur public et secteur privé, entre objectifs économiques et sociaux. Les nouveaux Etats membres, plus pauvres, doivent gérer la transition entre système politique et administratif hérité de l'époque soviétique et intégration dans une Europe démocratique. Mais cette convergence, et c'est le second point, ne peut s'obtenir par simple alignement des nouveaux Etats membres sur les membres fondateurs parce que l'Europe ancienne est elle-même acculée à des réformes du fait de la mondialisation et en particulier de la concurrence de nouveaux pays émergents, au premier rang desquels la Chine. De ce fait, la convergence ne peut être vue de façon statique mais au sein d'un système globalement confronté à la nécessité de se réformer.

Le deuxième défi est celui de la mise en cause de l'Etat providence dans les pays les plus anciennement développés de l'Europe. Cette mise en cause tient à la fois à la pression de la mondialisation et à l'efficacité limitée de l'Etat providence face aux nouvelles formes de pauvreté et d'exclusion sociale. Un nouvel équilibre se cherche pour prendre en compte simultanément la compétitivité économique, l'intégration sociale et les problèmes environnementaux. En outre, avec l'arrivée des nouveaux Etats membres, les inégalités régionales en Europe sont considérables et le budget européen, notamment les fonds structurels, efficaces dans le passé pour aider au rattrapage des régions en retard, risquent d'être très insuffisants.

Le troisième défi est celui de la capacité des institutions publiques et des systèmes européens de gouvernance à gérer la complexité. Ce thème est très présent dans l'atelier sur la gouvernance urbaine. On s'interroge dans d'autres ateliers sur la portée et les limites des méthodes de management public inspirées du secteur privé. Le souci, venu de la nécessité d'aller vers des modes de développement et de consommation plus durables, de lutter contre l'étalement urbain et de revenir à une ville européenne plus compacte est évident mais la manière de le faire reste imprécise. L'insistance sur le partenariat public privé est un des volets de cet apprentissage de la gestion de la complexité, au même titre que l'équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. A une gouvernance fondée sur la compartimentation des domaines d'action doit se substituer une approche plus globale.

Quatrième défi, le renouvellement et la revitalisation de la démocratie. Dans les anciens Etats membres de l'Union Européenne, le modèle politique dominant était celui de la démocratie représentative et du régime des partis politiques, dont la concurrence assurait la vitalité du débat. C'est l'élection qui fondait la légitimité dans l'exercice du pouvoir. Mais ces formes traditionnelles de démocratie sont maintenant en crise. Une revendication s'exprime pour des processus plus participatifs. Des modes nouveaux de consultation comme les conférences de citoyens, introduisent de nouveaux fondements de la légitimité. La rapide diffusion d'internet introduit d'autres formes d'expression des citoyens et d'autres canaux d'information. Internet crée de nouvelles modalités de construction de l'opinion publique et de débat démocratique mais risque de laisser de côté une partie de la population. La démocratie participative mélange des demandes individuelles, par exemple l'expression d'avis individuels par internet, et des demandes collectives comme la prise en compte des points de vue des organisations de la société civile. Un équilibre se cherche, il n'est pas encore trouvé. Par exemple, dans la gouvernance urbaine, le besoin de démarches plus participatives peut entrer en contradiction avec les nécessités d'une planification à long terme à l'échelle des aires métropolitaines. Il semble que l'on puisse parler à ce sujet d'un vaste chantier d'expérimentation de nouvelles formes de la démocratie sans qu'aucun modèle ne s'impose pour l'instant clairement.

Le dernier défi est celui de l'articulation des temps et des espaces. « Penser au niveau de l'Europe ne suffit pas » souligne un descripteur : la gestion de l'Europe fait partie intégrante de la gestion mondiale. A l'autre extrémité du spectre, les villes sont devenues des acteurs majeurs de l'économie mondiale et disposent d'une autonomie croissante. Mais ce sont en réalité des aires métropolitaines qui comportent un grand nombre de collectivités territoriales et une coordination sur une plus grande échelle est nécessaire en même temps qu'une gestion plus intégrée à l'échelle locale. D'où la nécessité soulignée d'une nouvelle approche stratégique, fondée sur une nouvelle manière d'articuler les différentes échelles de gouvernance et les différentes échelles de temps.

## 4. Quatrième axe stratégique : La Chine et l'Europe dans le monde

### 4.1. La vision chinoise

La place de la Chine dans le monde et la gouvernance mondiale représentent 15 % des descripteurs de la vision chinoise contre 20 % de la vision européenne. Mais la différence entre les deux vient surtout de la manière de traiter la question. Le défi est bien résumé par le descripteur de synthèse élaboré par le groupe de travail : « la Chine dans le monde et le dialogue à l'ère de la mondialisation : nécessité de renforcer le dialogue entre la civilisation chinoise et le reste du monde de façon à réduire les malentendus et les accusations mutuelles ; comment s'intégrer sans se dissoudre ? »

L'analyse des descripteurs montre que les préoccupations chinoises portent moins sur l'organisation d'un système mondial que sur la manière dont la Chine y trouve sa place, se fait accepter des autres puissances, des autres régions du monde. Comme le résume un descripteur de l'atelier sur la gouvernance mondiale : « la Chine reste confiante dans le fait qu'elle intégrera le jeu mondial sur la base d'intérêts communs. Mais, avant de s'impliquer sur le plan international, la Chine doit résoudre ses problèmes internes, ce qui constitue en soi une importante contribution à la gouvernance mondiale ».

On retrouve à travers la plupart des descripteurs le thème de « l'émergence pacifique de la Chine » mis en avant par le gouvernement chinois. Se trouvent distingués deux niveaux : le niveau régional où la Chine veut discuter et résoudre pacifiquement les problèmes dans le cadre des structures régionales : catastrophes naturelles, épidémies, trafics de stupéfiants, conflits frontaliers ; le niveau mondial où l'enjeu de la Chine est de se faire reconnaître et de se faire accepter. Il s'agit, dit un autre descripteur « d'entretenir de bons rapports avec les autres puissances ».

Dans l'analyse de ce défi il est particulièrement intéressant d'analyser à la fois les points de vue chinois et les questions posées par les Européens. Les ateliers les plus riches à cet égard sont ceux qui traitent des défis et atouts du dialogue euro-chinois, du nationalisme et du cosmopolitisme, de la place de la Chine et de l'Europe dans le système mondial de production et d'échange, de la recherche d'une gouvernance adaptée aux défis du 21<sup>e</sup> siècle, enfin des affaires du monde et de la gouvernance mondiale.

L'analyse du nationalisme, démarche à la fois « rationnelle et émotive » dit un des descripteurs, « venu au secours du déclin de l'idéologie », dit un second, « fondement de la légitimité du régime » dit un troisième souligne la fierté du retour de la Chine à son statut de grande puissance. Elle veut être reconnue par le monde, telle qu'elle est, sans que cette reconnaissance passe par sa soumission aux critères occidentaux.

Cette volonté de « s'intégrer sans se dissoudre » traverse beaucoup de descripteurs. Or, sur ce point, le sentiment qui domine est celui de l'incompréhension de l'Occident à l'égard de la Chine, sentiment qui débouche sur la volonté d'approfondir et de renforcer le dialogue entre la Chine et les civilisations occidentales. Les ateliers économiques, qui portent sur l'évolution des systèmes de production et des marchés, reprennent la plupart des débats qui traversent aujourd'hui les négociations entre la Chine et l'Europe. La Chine s'estime victime d'une incompréhension de l'Occident. Elle se manifeste par exemple par le refus de

lui reconnaître le statut d'économie de marché : « la Chine se considère déjà comme un pays possédant une économie de marché malgré le refus de l'Europe de reconnaître la Chine en tant que telle. La Chine estime qu'il est important de distinguer les questions politiques des questions commerciales. »

La Chine s'estime victime d'un traitement discriminatoire lié au fait qu'elle désire rester elle-même. Sont dénoncés le protectionnisme qui s'oppose à l'exportation de ses produits, les barrières à l'investissement de la Chine en Europe, les barrières sociales. Ce que revendique la Chine, c'est la possibilité d'un dialogue pacifique sans être pour cela obligée de s'aligner sur les valeurs et les régimes politiques de l'occident. Comme le dit un descripteur : « disputes et différences sont compréhensibles mais nous devrions nous concentrer sur la compréhension mutuelle et chercher des valeurs communes au delà des conflits culturels et idéologiques ».

Mais, répondent en substance, les participants européens, la Chine ne joue pas véritablement le jeu : « peut-elle garantir l'application complète des engagements qu'elle a pris lors de son entrée dans l'OMC ? » « Les investissements chinois des entreprises d'Etat à l'étranger sont soutenus par des mesures gouvernementales et non par les forces du marché, est-ce équitable ? » « La Chine va-t-elle procéder à des améliorations concrètes en matière de protection de la propriété intellectuelle ? » « Comment compte-t-elle résoudre le problème que pose le déficit commercial grandissant avec l'Union Européenne ? » « Est-elle prête d'ouvrir son marché aux produits et aux services européens en échange d'une ouverture symétrique du marché européen ? » « Est-elle prête à accepter les coûts économiques liés à la protection de l'environnement ? »

A ces questions, la Chine répond en soulignant qu'elle est en transition, qu'elle se rapproche progressivement du modèle occidental mais qu'elle souhaite néanmoins ne pas renoncer à ce qui fait son efficacité actuelle. Ce plaidoyer est très visible dans l'atelier consacré au rôle des acteurs économiques et financiers et à leur capacité à prendre en compte le long terme. Les participants chinois soulignent que « les entreprises publiques restent les mieux placées pour faire des investissements à long terme. » « Le système financier chinois a déjà beaucoup évolué, passant du modèle d'une banque unique avant 1994 à un système fondé sur un marché financier dans lequel les banques jouent un rôle certes toujours important, mais néanmoins moindre qu'auparavant, dans le financement de l'activité économique. » Le parallèle est fait entre la transition du système financier chinois et celui dans laquelle sont engagés les pays post communistes européens.

## **4.2. La vision européenne**

Si les descripteurs regroupés dans cet axe sont assez abondants, l'analyse montre leur grande hétérogénéité. L'idée générale est que la globalisation et la montée en puissance de pays émergents comme la Chine place l'Europe dans un contexte nouveau auquel il va falloir s'adapter et faire face.

Trois thèmes principaux se dégagent, chacun étant associé à un groupe d'atelier particulier ce qui suggère une vision relativement éclatée. Le premier thème émane des ateliers socio-professionnels, notamment des paysans et pêcheurs et de l'atelier concerné par le droit des

salariés. L'Europe se sent sous une double pression, celle des migrations internationales et celle de la globalisation de l'économie. L'Europe, se demande-t-on pourra-t-elle protéger son modèle social et en faire réellement bénéficier les immigrés si, dans le même temps, elle est en concurrence avec des systèmes légaux, fiscaux et culturels différents ?

Le second thème est surtout développé dans l'atelier qui traite de la place de la Chine et de l'Europe dans le système mondial de production et d'échange. L'Europe est consciente de la nécessité de réévaluer ses relations économiques avec la Chine qui : "n'est plus un fournisseur de main d'oeuvre à bon marché mais un partenaire". Dans cette nouvelle situation les Européens ont conscience d'aborder la Chine en ordre dispersé, "le régionalisme continue à influencer l'approche européenne du marché chinois", et avec une certaine méconnaissance : "le monde des affaires européen manque de connaissances en ce qui concerne la culture de négociation et de médiation chinoise". Tant de décennies de sentiment de supériorité se transforment inévitablement en faiblesse. Beaucoup de participants chinois l'ont d'ailleurs souligné en séance plénière : la curiosité de la Chine à l'égard de l'Europe est bien supérieure à celle de l'Europe à l'égard de la Chine. D'ailleurs, la grande majorité des médiateurs entre Chine et Europe sont aujourd'hui chinois. L'Europe milite certes pour un ordre mondial multipolaire mais un ordre inspiré de l'Europe plutôt qu'un ordre où les grandes civilisations dialoguent à égalité.

Le troisième thème, précisément, est celui de la conception de la gouvernance mondiale. Il est essentiellement présent dans l'atelier consacré à cette question. Une fois encore, l'Europe n'a pas de position unifiée sur le sujet. Néanmoins les participants européens s'y montrent très sensibles à la nécessité d'une approche mondiale des problèmes, comme le transfert international des pollutions ou la protection de l'environnement. Selon eux, les structures internationales actuelles sont devenues inadaptées : pas de capacité à faire face à des crises financières ou politiques, règles et traités internationaux insuffisamment contraignants, besoin d'une justice internationale, gestion segmentée de problèmes qui appelleraient au contraire des solutions d'ensemble. Sans doute faut-il y voir l'habitude prise, au sein de l'Union Européenne, d'une certaine dose de supranationalité. Les participants chinois y répondent selon la ligne constante de leur diplomatie. Selon eux "un dialogue respectueux implique la non ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat." Il y a là une ligne de fracture qu'il faudra surmonter.